

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

Identification de l'organisme qui passe le marché	Communauté de communes de Petite Camargue	
Objet du marché	Construction d'une école intercommunale de musique	
Procédure de passation	Marché à procédure adaptée (article 28 du CMP)	
Lieu d'exécution	30600 Vauvert	
Durée du marché	14 mois dont un mois de préparation chantier	
Code CPV	Travaux de gros oeuvre. (452232204) Travaux de couverture. (452612109) Serrurerie. (443165003) Travaux de menuiserie. (454210004) Revêtement de sols et de murs. (454300000) Installation de cloisons. (454211524) Travaux de peinture. (454421008) Autres travaux d'installation électrique. (453170002) Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation. (453310006) Travaux de plomberie. (453300009) Travaux de construction de bâtiments. (452100002)	
Modalités essentielles de financement	Ressources propres	
Nombre et consistance des lots	<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>
	1	Travaux de gros oeuvre. (452232204)
	2	Travaux de couverture. (452612109)
	3	Serrurerie. (443165003)
	4	Travaux de menuiserie. (454210004)
	5	Revêtement de sols et de murs. (454300000)
	6	Installation de cloisons. (454211524)
	7	Travaux de peinture. (454421008)
	8	Autres travaux d'installation électrique. (453170002)
	9	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation. (453310006)
	10	Travaux de plomberie. (453300009) Travaux de construction de bâtiments. (452100002)
Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles	Les variantes ne sont pas autorisées. Une prestation supplémentaire éventuelle est prévue au lot 4 menuiseries bois.	
Critères de jugement des offres	-Valeur technique à 60% dont les moyens humains et matériels spécifiques affectés au marché et méthodologie de chantier (/5), principaux matériaux et matériels proposés (/3), gestion environnementale du chantier (/2) -Prix des prestations à 40%	

Date limite de remise des offres	Lundi 23 mars 2015 – 12h00
Justificatifs à produire	<p>Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1) • Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application des articles 43 et 44 du CMP (DC1): <ul style="list-style-type: none"> a) Qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales; b) Qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir; c) Qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux art. L8221, L8231, L8241, L8251 et L8252 du Code du Travail ; • Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; • Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ; <p>Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra à défaut prouver sa capacité financière par tout document équivalent ; <p>Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :</p> <p>Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières

	<p>années ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certificats de qualification professionnelle. La preuve peut être apportée par tout moyen : <ul style="list-style-type: none"> ·Gros oeuvre : Qualibat 1111, 2111, 2112, 2113, 2114, 2121, 2132, 2141, 2142 et 2171 ·Structures bois : Qualibat 2322 (Fabrication et pose de charpente traditionnelle), Qualibat 2342 (Fourniture et pose de charpentes en bois lamellé-collé), Qualibat 2363 (Fabrication et pose de bâtiments à ossature bois), Qualibat 2411 (Constructions et structures métalliques), Qualibat 3811 (Bardages simples) ·Etanchéité : Qualibat 3212 - 3221 ·Menuiseries extérieures bois : Qualibat 3552 · Menuiseries bois : Qualibat 4322 ·Serrurerie : Qualibat 4412 ·Cloisons - doublages - Faux plafonds : Qualibat 4132 ·Revêtements de sols : Qualibat 6312 ·Peinture - Nettoyage : Qualibat 6111 ·Chauffage - Ventilation - plomberie : Habilitation professionnel gaz - Qualigaz / Qualibat 5112, 5313, 5322, 5342, 5432, ADC Fluides ·Electricité - courants faibles : Qualifelec E2 3 - CF2 ·Voiries - Réseaux Divers : Qualibat 1311 - 1322 - 1331 - 1341 · Espaces plantés : Qualibat 1351
Lieu ou retirer le dossier de consultation et renseignements	Communauté de Communes de Petite Camargue 145 Avenue de la Condamine 30600 Vauvert ou https : www.midilibre-legales.com
Renseignements d'ordre administratif et /ou technique	-d'ordre administratif : Céline Lefèvre Fax : 04 66 51 19 30 marchepublic@cc-petitecamargue.fr -d'ordre technique : Stéphane HERMET architecte 7 rue Pasteur 30000 Nîmes Mail : contact@hb-more.fr
Adresse où les offres doivent	Communauté de communes de Petite Camargue

être remises	145 avenue de la Condamine 30 600 VAUVERT
Délai de validité des offres	120 jours les offres sont obligatoirement rédigées en langue française
Mode de transmission retenue	Support papier ou par voie électronique
Date d'envoi du présent avis à la publication	Vendredi 13 février 2015
Instance chargée des procédures de recours Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NIMES, 16 avenue Feuchères, 30941, NÎMES cedex 09, France e-mail : greffe.ta-nimes@juradm.fr Tél. : 04.66.27.37.00 URL : http://www.ta-nimes.juradm.fr Fax : 04.66.36.27.86